

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : 100 propositions pour une rentrée offensive	1
Reims : l'intersyndicale de la Marne prépare la rentrée	2
Projet de loi « plein emploi » : une réforme scandaleuse	2
Reims : le robinet se ferme pour la défense des salariés	2
Sézanne : la justice condamne la direction d'ATS	2
Bazancourt : mise à pied à 6 jours de la retraite chez Fichet Bauche !	3
Ordre National Infirmier : non à la criminalisation des infirmières	3
Retraités : 10 % c'est ce qu'on veut !	4
Épernay : la CGT Champagne lance sa chaîne YouTube	4
Élections chez PROMAN : mobiliser les intérimaires	4

Édito : 100 propositions pour une rentrée offensive

Le 12 juillet, lors de la venue de l'Intersyndicale à Matignon, la CGT a remis les 100 mesures, construites autour de 7 axes prioritaires, qu'elle souhaite mettre en œuvre.

- **Salaires** : indexation des salaires et des pensions sur les prix, Smic à 2000 euros brut, conditionnement des aides publiques à l'avis du CSE.
- **Conditions de travail** : réduction du temps de travail à 32h, encadrement du forfait jours et du télétravail.
- **Protection sociale et santé au travail** : rétablissement des CHSCT, rétablissement des critères de pénibilité et aménagement des fins de carrière, négociation des retraites complémentaires.
- **Démocratie sociale** : refonte des ordonnances Macron, attribution de moyens aux représentants du personnel, suppression des barèmes prud'homaux, levée de la présomption de démission en cas d'abandon de poste.
- **Égalité femmes/hommes** : égalité salariale, revalorisation des métiers à prédominance féminine, droits nouveaux contre les violences sexistes.
- **Travailleurs migrants** : rendre automatique la carte de séjour pour les travailleurs sans papiers à partir d'une simple preuve de travail.
- **Environnement, industrie, services publics** : avis conforme du CSE sur les points qui impactent l'environnement, la santé et la biodiversité, relocalisation des productions pour le progrès social et environnemental.

Ces propositions, remises à la Première ministre, seront détaillées dans un 4 pages imprimé à 500 000 exemplaires et largement partagé avec les salariés d'ici la rentrée. La CGT estime qu'il est temps de dépasser l'échec consternant des 100 jours et de reprendre la main sur le dialogue social. ([lire ici les 100 mesures](#)).

Ghislain BRIDE, secrétaire général adjoint de l'UD CGT 51



27 Juillet 2023

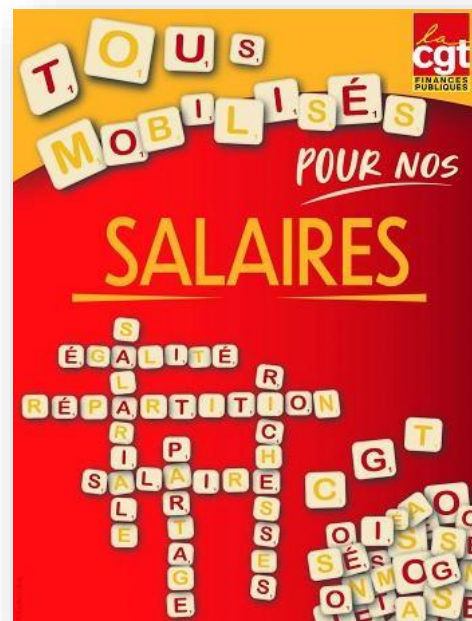
#25

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



Reims : L'intersyndicale de la Marne prépare la rentrée

Le 10 juillet, les syndicats de la Marne ont fait un bilan de la mobilisation contre la réforme des retraites et débattu de l'actualité sociale. Si la Loi retraites a bien été adoptée, la colère de la population reste entière ce qui conduit les syndicats à occuper plus encore le terrain revendicatif.

A l'instar des échanges qui se poursuivent au plan national en vue d'une plate-forme revendicative partagée, l'intersyndicale de la Marne souhaite aussi poursuivre le combat commun sur les retraites, les salaires, l'emploi et les services publics.

La CGT a fait un certain nombre de propositions pour nourrir cette dynamique revendicative unitaire :

- le **1^{er} septembre** à l'inauguration de la Foire de Châlons-en-Champagne,
- le **21 septembre** pour participer à la Journée internationale de la paix,
- le **27 septembre** pour accompagner Sabine et Sébastien au Tribunal de Châlons-en-Champagne.

Projet de loi « plein emploi » : une réforme scandaleuse

MACRON VEUT CONDITIONNER LE VERSEMENT DU RSA À UN MINIMUM D'ACTIVITÉ, DE 15 À 20 HEURES HEBDOMADAIRES



Le 12 juillet dernier le Sénat a voté le projet de loi qui prévoit l'obligation pour les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) de travailler 15 heures par semaine sous peine de suspension des allocations... « Une atteinte aux

droits et libertés des bénéficiaires du RSA » a estimé la défenseuse des droits.

Une réforme scandaleuse qui vise les précaires bien plus que la précarité selon la CGT. Sophie BINET a plus spécifiquement souligné les difficultés que poserait cette obligation de travail, en particulier pour les mères bénéficiaires du RSA, « assignées au foyer à devoir prendre en charge les enfants », alors que « 50% des enfants de moins de trois ans n'ont pas de mode de garde » faute de place en crèche ou d'assistante maternelle.

Le projet de loi sera examiné à l'automne par l'Assemblée Nationale.

Reims : Le robinet se ferme pour la défense des salariés

Pour la première fois depuis 45 ans, la mairie de Reims, a décidé de réduire de deux heures les horaires d'ouverture de la Maison des syndicats. Les portes seront donc fermées à 17h30, heure à laquelle nombre de salariés terminent leur journée de travail, et non plus à 19h30. Le prétexte à ce nouvel horaire, prévu jusque fin juillet, serait l'impossibilité de remplacer le concierge pendant ses congés. Une initiative d'autant plus inacceptable qu'on sait parfaitement que la période estivale comme celle des fêtes de fin d'années est souvent propice aux mauvais coups contre les salariés.

Pour la CGT, si le problème persiste, nous inviterons les salariés qui rencontreront porte close à 17h30 à se rendre à la mairie de Reims.

Sézanne : La justice condamne la direction d'ATS

Le 30 mars 2021, les ouvriers d'ATS s'étaient mis en grève pour contester le licenciement de Yohann DO SANTOS, injustement sanctionné pour des propos très mesurés mais jugés injurieux par sa direction. Sabine DUMÉNIL, secrétaire générale de l'Union Départementale, était venue apporter le soutien de l'UD en dénonçant le caractère disproportionné de la sanction.

Devant le refus de la direction de réintégrer Yohann, en dépit de trois jours de grève, la CGT avait décidé de porter l'affaire devant les tribunaux. Le jugement du conseil des Prud'hommes d'Épernay est tombé : il donne raison à la CGT et condamne ATS à verser les indemnités dues à Yohann, les dommages-intérêts ainsi que le remboursement à Pôle emploi des 6 mois d'indemnités-chômage pour ce licenciement sans cause réelle et sérieuse. La direction d'ATS n'a pas fait appel suite à ce camouflet juridique.

L'Union Départementale CGT de la Marne tient à saluer l'engagement exemplaire des collègues de Yohann qui n'est pas pour rien dans le beau résultat obtenu. ([lire l'article de l'Union](#)).

Bazancourt : mise à pied à 6 jours de la retraite chez Fichet Bauche !

Denis POLET, élu du CSE, membre de la CSSCT et ex-secrétaire du CHSCT, a été convoqué le mardi 25 juillet pour un entretien préalable au licenciement après avoir été mis à pied à titre conservatoire. Or Denis sera en retraite 6 jours plus tard, le lundi 31 juillet...

Cet élu du CSE, membre de la CSSCT et ex-secrétaire du CHSCT, est dans le collimateur de son employeur depuis 2015. Il a déjà fait l'objet de trois procédures de licenciement pour des griefs en lien avec ses mandats. À chaque fois l'inspection du travail a débouté l'employeur et exigé la réintégration.

Cette fois Denis avait eu « le tort » d'apporter son soutien à un salarié que la direction voulait expulser de l'entreprise alors qu'il n'avait même pas reçu de lettre de licenciement... un bon moyen pour elle d'invoquer ultérieurement l'abandon de poste...

La direction a prétexté des échanges qui s'en sont suivis avec Denis pour le sanctionner en imposant sa mise à pied sans traitement et engager cette procédure de licenciement carrément surréaliste, à 6 jours de son départ en retraite.

Finalement, nous avons été informés du revirement de la direction de Fichet Bauche qui ne retiendra aucune sanction contre Denis. Nous demanderons toutefois que ces jours de mise à pied lui soient bien payés ! ([lire ici le tract](#)).

Ordre National Infirmier : *non à la criminalisation des infirmier-e-s*



L'Ordre National des Infirmiers (ONI) est une organisation corporatiste, largement contestée par les organisations syndicales représentatives et rejetée par une majorité d'infirmières, surtout chez les hospitaliers. Or le refus d'y adhérer et surtout de cotiser conduit à des dérives d'une violence inouïe, comme des dénonciations, des convocations à la police et des accusations d'exercice illégal de la profession alors que plus de la moitié des infirmières diplômées d'état refusent d'y être affiliées !

Cette chasse aux sorcières apparaît d'autant plus absurde au moment où le nombre de postes d'infirmières non pourvus est en augmentation constante, que des structures entières sont fermées faute de personnel, que le taux d'abandon ou d'échec dans les instituts de formation frôle les 40 % à cause de la dégradation des conditions de travail, de la perte du sens du travail, de l'allongement des carrières et des rémunérations insuffisantes.

Pour toutes ces raisons une lettre pétition au Président de la République ([lien](#)) a été mise en ligne afin de mettre un terme à cette aberration.

Retraités :

10 % c'est ce qu'on veut !



+ 10 % d'augmentation immédiate en 2023 de nos retraites et pensions

Ce n'est que justice sociale pour bien vivre sa retraite

Nom : Prénom :

Signature :

L'intersyndicale des retraités (CGT, FO, CFTC, CGC, FSU, SUD, LSR) vient de lancer une pétition à signer et faire signer (que l'on soit retraité ou non), pour exiger une revalorisation urgente des pensions violemment impactées par l'inflation.

« Depuis 2017, les retraités ont perdu au minimum 10 % de leur pouvoir d'achat. Cette situation est liée au refus du gouvernement de prendre réellement en compte l'inflation qui dure (en particulier sur les produits de première nécessité) malgré les discours officiels. Face à cela, les organisations vous invitent à signer la pétition pour obtenir 10 % d'augmentation immédiate en 2023 de leurs retraites et pensions. Ce n'est que justice sociale pour bien vivre sa retraite ! ». ([lien pétition](#)).

Épernay : la CGT Champagne lance sa chaîne YouTube

Très en pointe dans la communication sur les nouveaux supports, nos camarades du champagne investissent YouTube, site web d'hébergement de vidéos bien connu, accessible à tous, partout et tout le temps. Premier thème abordé, l'historique de la CGT du champagne, présenté par Sandra GOURIOU (CGT Moët & Chandon) et Philippe COTHENET (secrétaire adjoint de l'Intersyndicat CGT du Champagne).

L'Union Départementale CGT de la Marne souhaite longue vie à la nouvelle chaîne. ([lien chaîne YouTube](#)).

Élections chez PROMAN :

mobiliser les intérimaires

Les élections professionnelles auront lieu par correspondance du 12 au 22 septembre pour les salariés de l'entreprise PROMAN, quatrième groupe européen dans le secteur du travail temporaire et des ressources humaines. On décompte 50 000 salariés dans le Collège 1 et très peu de salariés intérimaires sont au courant du vote et de ses modalités.

L'enjeu est donc important pour toute la CGT afin de bousculer l'actuel statu quo entre la direction et les syndicats « maison » et d'assurer une représentation combative des travailleurs intérimaires.

Cycle électoral 2023/2024

La CGT Intérim vous informe.

CGT Intérim
263, rue Paris,
Montreuil
Té: 01 55 02 89 80
Mail: interim@cgt.fr
Site: interim.cgt.fr
FB: CGT Intérim

Plus de 2 millions 800 000 salariés intérimaires.

Les Entreprises Utilisatrices ont parfaitement intégré la précarité.



Nous connaissons et côtoyons toutes et tous un(e) Salarié(e) Intérimaire.



Ne dites plus ...

Fier de lutter
Fier d'être à
la **cgt**

MAIS QUE FAIT *la* **cgt**?

FAITES-LA!

**Il ne suffit pas de
s'indigner, il faut
s'engager**

(Goerges Séguy)